

Paris, le 2 mars 2021

LETTRE OUVERTE AUX ASSOCIATIONS ENVIRONNEMENTALES

« Ne nous laissons pas enfermer dans un débat idéologique ! Défendons, ensemble, l'objectif concret suivant : permettre aux enfants de manger, une à deux fois par semaine, à la cantine, de la viande rouge française de qualité, issue de nos systèmes d'élevage familiaux et herbagers. »

Madame, Monsieur,
Acteurs associatifs engagés pour la protection de l'environnement,

Depuis « l'affaire des menus sans viande » dans les restaurants scolaires de Lyon, média et réseaux sociaux offrent le triste spectacle d'un combat entre deux camps opposés, présenté de manière particulièrement binaire. Selon cette description, le monde serait divisé entre ceux qui voudraient supprimer toute trace de viande dans le régime alimentaire des enfants et les autres qui souhaiteraient, au contraire, leur en faire manger chaque jour, matin, midi et soir.

Cette division sert sans doute plusieurs intérêts : politiques, financiers également, si l'on se fie aux récents investissements des géants du GAFAM ou du CAC 40.

Rétablissons la vérité : les enfants mangent déjà, en moyenne, un peu moins de deux fois par semaine des viandes rouges au restaurant scolaire, soit entre 100 et 200 grammes selon les portions, en fonction de leur âge.

Cela correspond à l'idée que nous défendons : mieux vaut manger de faibles quantités de viande à la cantine... mais uniquement de la viande d'origine française, si possible locale, issue de nos systèmes d'élevage durables et familiaux, caractérisés notamment par une alimentation à l'herbe des animaux (80% en ce qui concerne le cheptel allaitant) et une autonomie alimentaire du troupeau (90% de la ration des animaux produits par l'éleveur, sur son exploitation). C'est également dans cet objectif que nous sommes mobilisés pour le développement de nos viandes sous signes officiels de qualité.

C'est la proposition que nous faisons aux pouvoirs publics, en vue de l'examen du Projet de loi Climat et Résilience. Une proposition étayée d'un autre constat : la France ne peut pas continuer à défendre « en même temps » cette idée selon laquelle il faut encourager les citoyens à consommer moins mais mieux ... tout en laissant entrer sur son marché (et dans les cantines !) des viandes importées, issues de systèmes d'élevage ultra-industrialisés qui ne respectent ni normes de production, ni l'environnement.

.../...

Et c'est parce que nous avons la conviction que vous, acteurs engagés pour la protection de l'environnement, portez la même ambition que nous lançons aujourd'hui cet appel :
Travaillons, ensemble, pour que la France remette de la cohérence et des moyens au service de cet objectif que nous partageons, de soutenir spécifiquement, dans le cadre du « rééquilibrage protéique » en cours, notre modèle de production de viandes françaises de qualité, en luttant contre les importations et en permettant aux acteurs de notre secteur de vivre de leur métier.

Parce que demain, lorsque le cheptel français de vaches et de brebis et ceux qui le conduisent aura disparu, les Français mangeront peut-être « moins » de viande, mais uniquement de la viande importée entre autres du Mercosur.

Et alors, ni le « camp » des professionnels du secteur, ni celui des écologistes, n'auront remporté leur combat.

Nous sommes convaincus de l'intérêt que vous voudrez bien porter à cet appel et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de nos sentiments cordiaux.

Le Président,



Dominique LANGLOIS

Le Président de la Commission Enjeux Sociétaux,



Bruno DUFAYET